

# Va-t-on continuer de dégarnir le front agricole ?

Quelques remarques en marge de la visite de 400 Saskatons à Ottawa —  
Un discours du député Turner — La situation dans Ontario et dans Québec  
— Un mot du nouveau ministre, M. Humphrey Mitchell

Une délégation de quelque quatre cents agriculteurs de la Saskatchewan, qui se sont présentés comme les porte-parole des producteurs de blé des trois provinces de l'Ouest, ont soumis des demandes pressantes, avant-hier, aux ministres du gouvernement fédéral, à Ottawa. Les dépêches de presse en général ont insisté sur l'une de ces demandes, celle qui a trait au prix du blé, au prix que les producteurs voudraient que le gouvernement fixât pour le blé de la récolte de 1942. Il est arrivé toutefois à des journalistes de commettre à ce propos une erreur d'importance, en rapportant, par exemple, que les-délégués saskatons avaient réclamé la fixation du prix du blé à \$1 le boisseau, au lieu de 70 cents qu'il est présentement. Or, la demande est bien différente de cela, elle est tout autre. Ça n'est pas un dollar du boisseau de blé que veulent obtenir les agriculteurs de l'Ouest, mais \$1 comme versement initial sur le prix du blé de 1942 qui sera confié, pour la vente, à la Commission canadienne du blé, organisme gouvernemental établi depuis les tout premiers temps d'après l'autre guerre. Quant au prix même du blé, les délégués disent qu'il doit s'établir selon un système de parité, de façon que le prix d'un boisseau de blé de la récolte de 1942 permette au producteur d'acheter la même quantité de marchandises que le prix d'un boisseau de blé pendant la période d'apparente prospérité qui s'est écoulée de 1926 à 1929. En d'autres termes, le fermier de l'Ouest veut que l'on évalue sa production en tenant compte du pouvoir d'achat de l'argent, que l'on tienne compte, dans son cas tout comme dans le cas des autres travailleurs, de l'usine ou du bureau, des variations du coût de la vie. Et il estime que, pour recevoir présentement de son blé une valeur d'échange à peu près égale à celle qu'il a reçue, de 1926 à 1929, le prix du blé, (blé type, Nord No 1, livré aux éleveurs de Fort-William) doit être aux environs de \$1.40. Ce qui est exactement le double du prix fixe d'aujourd'hui, établi par le gouvernement, 70 cents le boisseau. Et dès la livraison de son blé de la saison qui vient, l'agriculteur de l'Ouest demande qu'on lui assure un paiement initial d'un dollar.

Une dépêche de la *Presse Canadienne* indique que les 400 délégués saskatons, qui ont pourtant reçu bon accueil à Ottawa, vont retourner chez eux sans avoir obtenu que le gouvernement de M. Mackenzie King définisse sur-le-champ sa future politique du blé. Il eût certes été surprenant qu'il en fût autrement, M. King n'étant pas, n'ayant jamais été, homme à prendre avec promptitude une attitude définie en quoi que ce soit.

\* \* \*

Les demandes des Saskatons, au nom de tout l'Ouest, ne se sont cependant pas limitées à cette question du prix du blé. La question pareillement très grave de la main-d'oeuvre agricole, de la rareté et de l'insuffisance de cette main-d'oeuvre, s'est aussi posée. Le correspondant de la *Gazette* fait plus que le noter, il le souligne dans une dépêche d'Ottawa à son journal:

*L'on a aussi considéré l'inquiétant problème de la main-d'oeuvre agricole et l'on a proposé que l'on accorde des ajournements plus longs aux jeunes gens dont la présence sur la ferme est reconnue nécessaire. Les porte-parole des fermiers ont fait valoir avec insistance que le travail de la ferme requiert de la main-d'oeuvre experte et que la production des vivres pour exportation en Grande-Bretagne et pour consommation domestique ne pourra être maintenue à son présent niveau, si la main-d'oeuvre agricole ne doit plus comprendre que ceux-là que rejette le service militaire, ceux qui sont invalides ou qui sont trop âgés pour servir dans les forces armées.*

C'est là un témoignage de plus qu'il faut ajouter à ceux qu'ont déjà donnés des gens bien placés pour connaître l'état dans lequel se trouvent présentement les choses de l'agriculture au Canada. Il y a quelque temps, nous l'avons alors signalé à l'attention de nos lecteurs, le député de Témiscouata aux Communes, M. Jean-François Pouliot, est parvenu, en y mettant l'insistance qu'il fallait, à faire reconnaître par le chef du gouvernement, M. Mackenzie King, et par le ministre des Services de guerre, M. Joseph Thorson, que l'agriculture n'est pas partout, comme dans les provinces de l'Ouest, une occupation saisonnière, qu'elle est, dans les provinces de l'Est et notamment dans la province de Québec, une occupation permanente, qui requiert tout le temps de ceux qui s'y livrent; le même a fait reconnaître encore que le travail agricole est une tâche essentielle, susceptible de valoir aux jeunes agriculteurs, dont la présence sur une terre est indispensable pour en assurer l'exploitation, l'ajournement, au besoin répété, de leur temps de service militaire.

Les délégués saskatons, parlant au nom de tout l'Ouest, ont demandé au gouvernement d'aller encore plus loin. Ils veulent que le travail agricole soit reconnu comme aussi nécessaire et essentiel que le travail dans les industries de guerre proprement dites. Leur raisonnement, c'est qu'il faut assurer les ravitaillements alimentaires aussi bien de la Grande-Bretagne que du Canada, mais que cela deviendra impossible si l'on retire des bras à l'agriculture pour procurer des recrues à l'armée. Ces délégués ont re-

présenté aussi, en soulignant particulièrement ce point, que l'agriculture ne peut s'accommoder d'une main-d'oeuvre de fortune, recrutée dans les populations scolaires et dans les rangs des *boy-scouts*. L'Ouest agricole ne pourra donner la production qu'on attend de lui, sous forme de beurre, de fromage, de lait, de viandes de porc, etc., si on ne lui donne des travailleurs plus nombreux; il sera encore moins en mesure de s'acquitter de sa tâche, si l'on continue de lui retrancher des travailleurs qu'il garde encore.

Et ce procédé de retranchement dans la main-d'oeuvre agricole s'opère de deux façons: par le recrutement militaire, dans le service volontaire et dans le service obligatoire; par le recrutement industriel, des travailleurs agricoles étant attirés vers les usines de guerre qui paient un salaire minimum de quarante-cinq cents de l'heure.

Un député libéral de l'Ouest, M. J.-M. Turner (Springfield, Manitoba), le disait, jeudi dernier, à la Chambre des communes (*Hansard* du 29 janvier, pp. 193 et 194), et il indiquait des cas de fermiers de sa circonscription qui n'ont pu, l'été dernier, trouver à embaucher des travailleurs, alors même qu'ils offraient des salaires de \$3.50 et de \$4.00 par jour, plus la pension. Au prix actuel du blé, 70 cents du boisseau, notait M. Turner, le fermier de l'Ouest n'a pas les moyens de payer de tels salaires; il importe pourtant de lui procurer une main-d'oeuvre suffisante et à des prix qu'il peut payer.

\* \* \*

La situation n'est pas plus brillante dans les provinces de l'Est. Le secrétaire de la Société d'horticulture et de pomologie de la province de Québec, M. W.-J. Thawse, qui est aussi fonctionnaire du ministère provincial de l'Agriculture, service de l'horticulture, déclarait, ces jours derniers, dans une interview à des journaux anglais de Montréal, le *Star* et le *Standard* notamment, que dans la seule région autour de Montréal, il manque au bas mot 7,000 hommes dans les exploitations de culture maraîchère. C'est à cause de la pénurie de main-d'oeuvre, a-t-il dit, que, par exemple, dans la région de Sainte-Thérèse, l'an dernier, la récolte de carottes n'a guère dépassé 3,000 sacs, alors qu'elle est normalement de plus de 12,000 sacs. Ce qui explique que le prix des carottes, — les légumes, à part les oignons, n'étant pas affectés par les fixations de prix — ait atteint, ces temps derniers, des niveaux excessivement élevés.

De partout, de l'Ontario et des Provinces Maritimes, se fait entendre le même cri d'alarme. La *Gazette* d'hier matin, ce qui n'avait pas cependant pour effet de tempérer les prédications conscriptionnistes de sa page de rédaction, reproduisait cette dépêche transmise par la *Presse Canadienne*:

*Richmond, Ont., 3 février. — La main-d'oeuvre est devenue si rare dans les parties boisées de cette région, dans les cantons de Dwyer Hill et de Marlborough, comté de Carleton, que les femmes doivent travailler au charroi du bois. Certaines d'entre elles, après une journée à ce travail, rentrent à la maison pour expédier la besogne domestique, et elles retournent dans la soirée au charroi du bois.*

Il faut que la rareté de la main-d'oeuvre dans les campagnes existe à l'état vraiment aigu pour que des femmes en soient réduites à ce régime du travail forcé et certes au-dessus de leurs forces. Et cela se passe, qu'on le remarque bien, dans le comté de Carleton, aux portes mêmes de la capitale du pays, Ottawa.

Dans le même temps où ces choses s'exposent publiquement, jusque devant le Parlement, il se trouve encore des gens pour prêcher la conscription militaire, pour réclamer un régime d'enrôlement forcé, obligeant tous les hommes valides à revêtir l'uniforme pour aller combattre n'importe où à l'étranger ou encore pour aller tenir garnison en Grande-Bretagne.

Le nouveau ministre du Travail, M. Humphrey Mitchell, présentement candidat dans la circonscription ontarienne de Welland, disait, avant-hier soir, dans une réunion à Fort-Erie: *Nous gagnerons cette guerre d'ici deux ans, sur le front industriel et sur le front agricole, si nous continuons de faire comme nous faisons maintenant.*

"Si nous continuons de faire comme nous faisons maintenant", si l'on continue de dégarnir le front agricole au bénéfice passager du front industriel, et ensuite les deux fronts, industriel et agricole, au bénéfice de l'armée, est-il si certain que cela que nous aurons contribué à la victoire, que nous l'aurons assurée d'ici deux ans?

La phrase de M. Mitchell, néophyte du ministère, ne fait pas vilain effet dans un décor électoral. Mais les guerres ne se gagnent pas avec des belles phrases non plus qu'avec des effets oratoires.

Le vrai, c'est que l'agriculture canadienne manque de bras et que l'on ne cesse de lui en enlever. Le ravitaillement alimentaire reste pourtant de prime importance. Va-t-on se décider enfin d'y aviser? C'est certes plus urgent que d'écouter les lamentations jingoïstes de ceux que M. Jean-François Pouliot, avec autant de raison que de pittoresque, a appelés les "deux cents tailleurs torontois de Tooley Street".